

*Initiatives parlementaires*

[Traduction]

Monsieur le Président, nous ne voulons pas devenir le dépotoir des déchets toxiques du monde entier.

[Français]

Ils ne veulent plus que nos industries continuent à produire des déchets qui menacent la santé de leurs enfants, de leurs parents et aussi leur propre santé. On ne veut plus envoyer les déchets chez nos voisins. L'interdiction de l'importation et de l'exportation des déchets dangereux forcerait les compagnies à réutiliser leurs produits, à les recycler et surtout à réduire, voire éliminer, à long terme, la production de produits toxiques.

Si le Canada n'agit pas maintenant, d'autres pays vont prendre le leadership, et le Canada va rester derrière avec des pratiques et des technologies dépassées.

La demande pour les technologies et les procédés industriels écologiques va susciter une grande créativité innovatrice. Elle va ouvrir de nouveaux marchés, créer des emplois et permettre aux compagnies non seulement d'économiser les ressources, mais aussi d'abaisser leurs coûts et d'augmenter leurs profits. Le Japon a déjà compris l'énorme potentiel et certains pays d'Europe aussi.

En 1990, le Japon a lancé un plan de 100 ans,

[Traduction]

*sto lat*, comme on dit en Pologne. Le Japon vient de lancer un plan pour les 100 prochaines années.

[Français]

Ce qu'ils vont faire, c'est qu'ils vont se convertir entièrement au développement durable et vont investir de grandes sommes dans la recherche pour développer des technologies propres.

Au cours des années 1970 et 1980, le Japon a profité de la crise du pétrole pour changer ses méthodes de production. Déjà, il utilise à peine 50 p. 100 des ressources matérielles et énergétiques qu'utilisent les États-Unis et le Canada pour une unité de production.

[Traduction]

Les Japonais ont rapidement compris que les petites voitures sont avantageuses non seulement du point de vue économique mais aussi sur le plan environnemental. Le Japon a adopté en matière d'énergie une approche selon laquelle, pour chaque unité de production, on n'utilise que 50 p. 100 de l'énergie consommée pour une unité équivalente au Canada et aux États-Unis. Pourquoi? Parce que les Japonais disposent d'un territoire beaucoup plus restreint et ils ont compris que ce que nous infligeons à l'environnement revient nous hanter dans la chaîne alimentaire, que ce soit dans les Grands Lacs, ou

dans le lait maternel comme on peut le voir actuellement dans l'Arctique. En fait, on a déjà la preuve que la présence de déchets toxiques dans les Grands Lacs influe sur la chaîne alimentaire et peut entraîner des lésions cérébrales.

[Français]

C'est seulement par une vision à long terme et le courage d'agir que nous allons réussir à sauver notre planète.

[Traduction]

Aux États-Unis, la Chambre des représentants examine actuellement un projet de loi qui vise à interdire l'exportation et l'importation de déchets dangereux. Le membre de la Chambre des représentants qui a déposé la motion a déclaré: «L'interdiction des exportations de déchets toxiques appuie et renforce les accords internationaux signés par les États-Unis à Bâle en 1989. Cette mesure est également avantageuse au plan de la politique étrangère.»

Nous savons que le transport transfrontalier de déchets dangereux est régi par la Convention de Bâle signée en 1989. Le Canada est signataire de cette convention, qui est née de la crainte que les déchets dangereux ne soient exportés dans les pays en voie de développement, en particulier les États africains, au mépris de l'environnement. Autrement dit, les pays industrialisés utilisaient les pays en voie de développement comme dépotoirs bon marché.

La Convention de Bâle avait comme objectif sous-jacent de réduire la quantité de déchets, de recycler les déchets et de faire en sorte que, dans la mesure du possible, le pays d'origine des déchets demeure responsable de leur traitement.

Les pays africains ont cependant interprété la convention comme signifiant que la seule solution efficace consistait à interdire complètement l'importation de déchets sur le continent africain.

Il importe que le Canada prenne aussi au sérieux ses responsabilités envers le reste du monde et qu'il démontre aux autres pays, à la veille de la rencontre de Rio de Janeiro, que les Canadiens sont aussi préoccupés par la question de l'environnement, qu'ils la comprennent et qu'ils ont la volonté politique d'agir.

La Chambre peut, par cette motion, affirmer sans équivoque la volonté des Canadiens d'appliquer une véritable politique destinée à placer le Canada à l'avant-garde des pays du monde et sur la voie du développement durable. Il ne suffit pas de se rendre à Rio et de faire de